

EUROPE CRIMINELLE !

OUVREZ LES FRONTIÈRES !



npa2009.org

Jeudi dernier, plus de 110 migrantEs ont disparu après le naufrage de leur bateau au large de la Libye alors qu'ils tentaient de rejoindre les côtes italiennes. Une nouvelle et tragique démonstration de la politique meurtrière de cette Europe forteresse.

DES CHIFFRES INSUPPORTABLES

Avec ce nouveau drame, le total des victimes noyées qui tentent de rejoindre l'Europe en partant de la Libye est de 571 personnes depuis le début de cette année... Un bilan qui fait de cette route dite de la « Méditerranée centrale » la plus meurtrière des routes maritimes empruntées par les migrantEs pour rejoindre l'Europe. En 2018, le bilan était de 1314 mortEs selon l'Organisation Internationale pour les migrations.

Selon les chiffres officiels, le nombre de disparuEs en Méditerranée a baissé, en comparaison du plus fort de la « crise » des réfugiéEs en 2015-2016 (plus de 4000 noyéEs) et 2016 (plus de 5000). Mais, comme l'affirme un rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés publié en 2018, l'an dernier, 2275 migrantEs ont perdu la vie, noyés dans les eaux méditerranéennes, en raison des frontières barbelées entretenues par les grandes puissances européennes.

AUCUNE FATALITÉ

Il n'y a aucune fatalité à cela : la Méditerranée est un cimetière humain parce que les dirigeantEs européens refusent d'accueillir. Nombreux sont les bateaux d'ONG à avoir été bloqués en mer et interdits d'accoster dans le port le plus proche, en violation complète du droit de la mer et des conventions internationales. Au lieu d'aider les ONG de sauvetage, celles-ci sont attaquées (l'arraisonnement du Sea Watch 3 il y a quelques semaines traité comme un navire militaire hostile), leurs capitaines arrêtées, leurs actions salies à coups de discours laissant entendre un lien entre ces ONG et les « passeurs », avec des législations de plus en plus répressives et une indifférence généralisée face à la violation des droits des personnes exilées.

Ces politiques sont à remettre dans le contexte plus général d'une Europe forteresse empêchant l'accès au territoire européen : délivrance restrictive de visas, construction de murs, contrôle militarisé des frontières aériennes, terrestres et maritimes, renvois forcés dans les pays d'origine et sous-traitance du contrôle des migrations à des États peu ou pas du tout démocratiques, comme le Maroc, la Turquie et la Libye...

MACRON, SALVINI... TOUS COUPABLE !

Là où ils sont au pouvoir, les partis d'extrême droite ou de droite extrême appliquent une politique drastique de fermeture des frontières, de traque des migrantEs ouvertement raciste. Ainsi, depuis plusieurs jours, le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini bloque toujours sur un navire dans le port militaire d'Augusta 130 migrantEs tant qu'un plan de répartition immédiate n'aura pas été convenu avec l'Union européenne... Mais ces politiciens dangereux et criminels agissent avec la complicité des gouvernements et institutions européennes, à commencer par celle du gouvernement français.

Ainsi, Calais, Vintimille, Mayotte... sont des terrains d'expérimentation des moyens policiers de surveillance et de répression. Lundi, vingt associations ont interpellé les autorités locales dans une lettre ouverte avant la possible évacuation d'une structure accueillant 700 migrantEs à Grande-Synthe (Nord), se disant « inquiètes » qu'elle n'entraîne « plus de précarité »...

Nous ne pouvons compter ni sur les gouvernements en place dans toute l'Europe ni sur les instances internationales. Il faut construire une vraie solidarité internationale pour imposer la liberté de circulation et d'installation, seul moyen d'empêcher l'hécatombe des migrantEs.

Le mardi 30 juillet 2019

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :